

● (1210)

Il revient certes au gouvernement de s'assurer que la richesse soit bien répartie. Je n'ai rien contre. Mais je trouve inacceptable qu'on mette un frein au développement d'une partie du pays pour importer de l'étranger afin que des gens d'autres pays profitent des emplois que créent ces importations, nous empêchant ainsi de nous développer. Nous ne pouvons pas souscrire à pareille politique. Notre dette par habitant est presque trois fois plus élevée qu'aux États-Unis.

Le président suppléant (M. Blaker): A l'ordre. Je m'efforçais d'attirer l'attention du député pour lui rappeler que son temps de parole était écoulé. Il peut, bien sûr, poursuivre si la Chambre est d'accord à l'unanimité. Je lui rappelle aussi qu'il y a une période de questions et de réponses de dix minutes après chaque discours.

M. Malone: Monsieur le Président, je ne tiens pas à parler plus longtemps car je n'aurais pas assez de deux ans pour démontrer à quel point le gouvernement est incompetent.

Le président suppléant (M. Blaker): Questions, commentaires et réponses.

[Français]

M. Roy: Monsieur le Président, j'ai toujours écouté les interventions du député de Crowfoot (M. Malone) et je l'ai toujours considéré comme étant plutôt optimiste que pessimiste. J'ai bien aimé son exposé bien imagé concernant l'histoire du banquier, mais je crois que ce qu'il n'a pas mentionné, et ce sur quoi il pourrait peut-être préciser sa pensée, c'est que si je me présente devant un directeur de banque pour emprunter de l'argent et que je lui dis, en employant les termes du député de Crowfoot: Je vais utiliser cet argent pour tapisser des murs de dollars, et je n'ai absolument aucun programme précis de planification... De l'autre côté on voit le parti libéral qui dit à son directeur de banque: J'ai besoin d'argent et voici mon programme et l'usage que je vais en faire. Je veux créer de l'emploi, je veux recycler de la main-d'œuvre, je vais développer l'industrie de pointe, je veux investir 700 millions de dollars dans le programme de développement technologique pour le recyclage de la main-d'œuvre, je veux stimuler l'encouragement à l'accès à la propriété, et voici certains points de mon programme et les raisons pour lesquelles j'emprunte de l'argent. Je désire demander au député s'il accepte le fait que, lorsqu'on emprunte de l'argent, il s'agit de faire une différence entre un emprunt destiné à payer des dépenses d'épicerie et un emprunt d'argent destiné à stimuler et investir et rentabiliser ces investissements-là. Voilà la différence d'approche entre la philosophie libérale et celle des progressistes conservateurs, lesquels ont une approche pessimiste, dire qu'on va utiliser l'argent et tapisser ses murs. Je désire donc demander à l'honorable député s'il est conscient qu'au Canada l'épargne est deux fois plus élevée qu'aux États-Unis. Accepte-t-il ce pourcentage? Je pense que j'aimerais connaître ces deux aspects entre l'emprunteur libéral et l'emprunteur progressiste conservateur devant le banquier.

[Traduction]

M. Malone: Monsieur le Président, je crois que le député a demandé, dans sa question, s'il ne valait pas la peine

Pouvoir d'emprunt

d'emprunter pour investir dans le développement de notre pays. Je crois avoir démontré, dans mon exemple, que c'était là la seule raison qui justifiait un emprunt. Or, dans la mesure que nous étudions aujourd'hui, le gouvernement nous demande l'autorisation d'emprunter 2 milliards de dollars sans présenter de budget et sans avoir de comptes à rendre à personne. Personne n'accepterait de prêter pareille somme sans qu'il y ait un programme de dépenses établi. Le gouvernement demande 14.5 milliards de dollars dont 2 milliards pour lesquels il n'a pas de comptes à rendre. C'est carrément inacceptable. Mon collègue dit qu'il s'agit de 4.7 milliards de dollars. Si c'est le cas, c'est deux fois pire encore.

Quant aux épargnes qui sont deux fois plus élevées au Canada qu'aux États-Unis, le député aurait mieux fait de ne pas en parler. Cela ne fait que démontrer combien les Canadiens ont une piètre confiance dans notre économie. Cela démontre que les Canadiens ont un peu d'argent, mais qu'ils n'osent le placer car ils savent très bien comment le gouvernement administre le pays. Ils ont connu la flambée des taux d'intérêt qui a dévalué leur argent et plutôt que de l'investir dans des entreprises à risques, ils préfèrent le mettre à la banque. Au lieu d'investir, les Canadiens ont préféré plutôt acheter des billets de loterie.

Je crois très sincèrement que les Canadiens commenceront à investir leur argent lorsqu'ils auront de bonnes raisons de croire que le pays est bien administré. Qui pourrait leur reprocher de manquer de confiance dans notre économie? Une fois qu'ils seront rassurés, notre taux d'épargne va diminuer de beaucoup.

M. Cosgrove: Monsieur le Président, le député de Crowfoot (M. Malone) a commencé par critiquer le gouvernement pour avoir présenté à la Chambre sept mesures d'emprunt. Il s'est plaint que le gouvernement avait demandé trop souvent ce genre d'autorisation à la Chambre. Pourtant, le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn), son voisin de banquette, a présenté à la Chambre une motion demandant que le gouvernement fasse exactement le contraire de ce que recommandait le député. En effet, le député de Mississauga-Sud propose que soit scindé le projet de loi dont nous sommes maintenant saisis, qu'on en fasse deux mesures différentes et qu'on en ressaisisse alors la Chambre. De la sorte, on augmente le nombre de fois que le gouvernement aura à se présenter devant la Chambre pour lui demander l'autorisation d'emprunter.

J'ai lu des propos qu'on a attribués à l'un des huit candidats à la direction du parti conservateur, affirmant que ce parti est le seul à savoir ce qu'il veut. Le très honorable député de Yellowhead (M. Clark) a déclaré en effet que le parti conservateur savait très bien ce qu'il voulait.

Le député de Crowfoot peut-il me dire quelle est la position du parti conservateur à ce sujet? Devrions-nous scinder le projet de loi et augmenter le nombre de fois que le gouvernement doit faire appel à la Chambre? Accordera-t-il son appui à la motion du critique des finances de l'opposition officielle, le député de Mississauga-Sud? Quelle est au juste la position du parti progressiste conservateur?